



## CEMAC

Les actionnaires de la Bdeac **approuvent** la mise en place d'un guichet islamique



En droite ligne de son plan stratégique 2023-2027, la Bdeac va ouvrir en son sein une fenêtre islamique afin d'élargir ses interventions dans la Cemac et de favoriser davantage l'inclusion financière. **P.4**

## SECTEUR BANCAIRE

**Fred Fonda** nommé Directeur financier de UBA en Afrique **P.3**

## HYDROCARBURES

Les bénéfices de Tradex affichent une hausse de **107%** en 5 ans **P.6**

## SECTEUR BANCAIRE

**Simon Tiemtoré** signe un nouvel accord pour prendre le contrôle d'Oragroup **P.8**



Après l'échec de la première transaction, Oragroup et Vista Group ont signé un nouvel accord portant sur la cession des 50,01% détenus par le fonds ECP. Mais avant, un projet d'augmentation de capital par émission d'actions nouvelles sera soumis à l'approbation des actionnaires le 15 octobre prochain.. **P.4**

## LOI DE FINANCES 2025

## Silence sur la circulaire présidentielle, à un mois de la présentation du budget au Parlement



A quelques semaines du dépôt du projet de loi de finances de l'exercice 2025, l'incertitude domine au sein des institutions publiques et économiques du Cameroun. La circulaire du chef de l'Etat, qui oriente la préparation du budget et fixe les priorités de l'action publique, n'a toujours pas été publiée. Une situation inédite, alors que jamais au cours des dernières années, le président de la République n'a

excédé le 30 août. Ce retard suscite des inquiétudes quant aux perspectives budgétaires, notamment pour les investissements et la gestion de la dette. Tandis que le Parlement et les ministères tentent de se préparer, les partenaires internationaux comme le Fonds Monétaire International (FMI) dont une mission séjourne à Yaoundé, restent attentifs à l'évolution de la situation. **P.8**

## CARBURANT

## Le FMI appelle à la suppression totale de la subvention des prix à la pompe

Le Fonds monétaire international (FMI) presse le Cameroun de supprimer définitivement les subventions sur les carburants, malgré deux hausses successives des prix à la pompe. Alors que la 7e revue du programme économique se poursuit avec le pays, l'institution de Bretton Woods conditionne

la poursuite de son soutien financier à la mise en œuvre de réformes cruciales. Face à cette pression, le gouvernement, bien qu'hésitant, pourrait être contraint d'abandonner les subventions en 2025, afin d'assurer la soutenabilité de ses finances publiques. **P.8**

## PRODUITS PÉTROLIERS

Les dessous du contrat d'exclusivité accordé par la RCA au camerounais Neptune Oil



Le gouvernement centrafricain défend son choix d'accorder à Neptune Oil un contrat exclusif pour l'approvisionnement en produits pétroliers jusqu'en 2030. Confronté aux critiques du Groupe de travail de la société civile (GTSC), le ministre centrafricain du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques révèle que son pays n'a jamais été informé en amont de la volonté de TotalEnergies de se retirer du marché centrafricain et des procédures ayant abouti à la cession de la totalité de ses actifs à une autre entreprise française, Tamoil, en l'occurrence, qui n'a ni la surface technique, ni financière pour assurer ses engagements. **P.9**

## INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

**Incertitudes** sur les projets annoncés par le chef de l'Etat pour 2024

Lors de son discours du 31 décembre 2023, le chef de l'Etat avait annoncé le lancement pour le compte de l'année 2024, de plusieurs infrastructures. Mais à deux mois de la fin de l'année, certains de ces nombreux projets n'ont toujours pas démarré, suscitant des incertitudes. Des chantiers comme le bitumage de la route Ebolowa - Akom 2 - Kribi, la réhabilitation de la route Ngaoundéré - Garoua, celle d'Edéa - Kribi ou encore la section urbaine de l'autoroute Yaoundé - Nsimalen qui attendent. Le ministère des Travaux publics, qui dispose pourtant de l'une des plus grandes enveloppes budgétaires, attribue ces retards à des contraintes financières, alors que le réseau routier du Cameroun a doublé en 40 ans, rendant les projets plus coûteux et complexes à mettre en œuvre. **P.9**

**FOCUS**

## Promotion des investissements : au Cameroun, près 400 entreprises privées ont bénéficié des mesures d'incitation en 10 ans

450 soit 2% des 19 651 PME créées au Cameroun à fin 2023. C'est le nombre de conventions que le gouvernement et les entreprises privées ont signées depuis 2013 ; date à laquelle le président de la République Paul Biya a promulgué la loi fixant les incitations à l'investissement privé au Cameroun. D'après Boma Donatus, le Directeur général par intérim de l'Agence de promotion des investissements (API) dans une interview au journal à capitaux publics Cameroon Tribune, ces conventions visent à terme, des retombées économiques de l'ordre de 6 987 milliards de Fcfa avec une projection de 159 752 emplois à créer. Cependant, l'atteinte de ces objectifs reste conditionnée par l'amélioration de l'attractivité de la destination nationale auprès des opérateurs économiques locaux et internationaux. Le récent rapport de l'API sur le développement des entreprises agréées relève entre autres autres obstacles : l'insécurité foncière, les difficultés d'accès au crédit bancaire, l'insuffisance des infrastructures nécessaires au développement industriel (routes, énergie, etc.) ainsi que des lourdeurs et tracasseries administratives. Pour inverser la donne, le DG par intérim de l'API, estime qu'il est urgent de « procéder à la réforme foncière, de mettre en place des mécanismes de garantie de risque pour faciliter l'accès au crédit bancaire et développer des sources alternatives de financements ». Il est rejoint dans cette posture par l'homme d'affaires camerounais Emmanuel Wafo. Pour ce dernier, l'une des clés à l'essor du secteur privé est le relèvement des infrastructures routières et énergétiques. « A défaut d'avoir des fonds propres, l'Etat peut recourir à des financements alternatifs genre partenariat public-privé. Aussi, l'Etat doit-il trouver des financements pour aider les PME à se financer : fonds de garantie, subventions fiscales, etc. », explique le président de MIT Chimie ; entreprise spécialisée dans la distribution des produits chimiques et plastiques. Quant à Daniel Tala Kuate, président de la section Industrie, Mines et BTP à la Chambre du Commerce, les

pouvoirs publics devraient « relire » et réécrire » le Code des investissements de 2013 à travers « la redéfinition de l'approche par plan quinquennal de la politique des infrastructures ».

### Faible impact sur la croissance économique

La dernière évaluation à mi-parcours réalisée pour le compte de l'exercice 2022 fait état des investissements de 1 764,8 milliards de Fcfa sur les 2 856,5 milliards de Fcfa prévus. De même, à la période sous-revue, l'API revendique 14 354 emplois créés par le secteur privé sur une cible de 42 697 emplois. Ce qui fait dire à Boma Donatus que l'impact de ces chiffres reste « faible » pour la croissance économique du Cameroun d'autant plus que d'après l'Institut national de la statistique (INS), les investissements privés ont essuyé un recul de -0,8% pour s'établir à 1 014,9 milliards de Fcfa au premier trimestre 2024 venant de 1 023,1 milliards de Fcfa au 1er trimestre 2023. Une première fois depuis le 4e trimestre 2022. Pour rappel, la loi de 2013 fixant les incitations à l'investissement privé a été modifiée et complétée le 12 juillet 2017 par décret présidentiel.

Les nouvelles dispositions prévoient par exemple en l'article 19, que « l'agrément est accordé à l'investisseur par l'organisme en charge de la promotion des investissements ou des petites et moyennes entreprises après avis du ministre en charge des finances ». Aussi, apprend, l'API bénéficie au financement pour accomplir sa mission. Ces fonds proviennent de 15% des ressources collectées au titre de la contribution au crédit foncier, 15% des ressources collectées au bénéfice du Fonds spécial des télécommunications. Du reste, le texte précise que tout investisseur peut bénéficier d'un crédit d'impôt à condition de remplir entre autres critères : développer les activités d'intérêt public dans les zones rurales, embaucher au moins 05 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur par an.

**358**

milliards de Fcfa

### Route Batouri-Kika

Enfin d'aménager la route Batouri-Kika dans la région de l'Est, le ministre des Travaux publics (Mintp) a sollicité l'appui financier de la Banque africaine de développement (BAD) pour mobiliser 358 milliards de Fcfa. Plus précisément, il est question de collecter 158,8 milliards de Fcfa pour le bitumage du tronçon Ngoura II-Yokadouma et 200 milliards de Fcfa pour le tronçon Yokadouma-Moloundou, avec un prolongement jusqu'à Kika. Les travaux de bitumage du 1er tronçon, long de 156 km, seront accompagnés de la construction d'un pont sur le fleuve Kadey, entre les villages Epi et Mobéso pour une durée de 36 mois. Pour le 2nd tronçon, long de 269 km, il sera divisé en 3 segments : Yokadouma-Moloundou (212,6 km), Nguilili-Kika (56 km) et une voie d'accès au fleuve Ngoko.

**141,1**

Km

### Autoroute Yaoundé-Douala Phase 2

Les travaux de construction de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala d'une longueur de 141,1 km, reliant Bibodi à Douala ont été lancés le 2 octobre dernier. Ceux-ci seront réalisés selon un contrat à prix unitaires par la société China First Highway Engineering Corporation (Cfhc) et devraient être achevés dans un délai de 36 mois. Les travaux sont répartis en 5 tronçons : Bibodi-Bodmon (39,5 km), Bodmon-Edéa Est (34 km), Edéa Est-Edéa Ouest (30 km), Edéa Ouest-Pitti gare (18 km) et Pitti gare-Massoumbou (19,5 km). A noter que, le coût total de ce projet est estimé à près de 880 milliards de Fcfa après que l'entreprise chinoise ait précédemment réalisé la 1ère phase de cette autoroute achevée au bout de 8 ans (2014-2022) pour un financement total de près de 350 milliards de Fcfa. de la SRC.

**VISAGE**

## Le Camerounais Anthony Same crée Isaac Ahmed, l'avatar IA



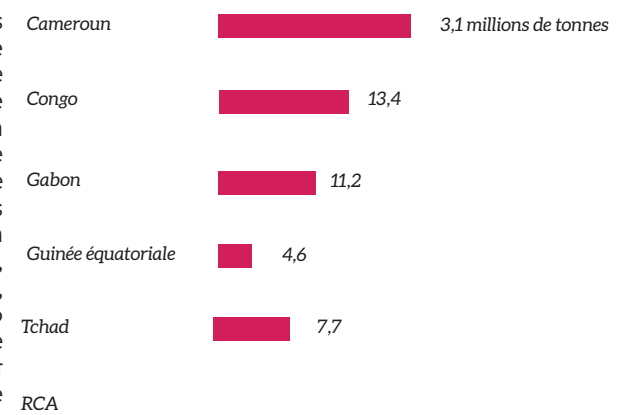
Le Camerounais Anthony Same vient de concevoir un avatar à intelligence artificielle dénommé Isaac Ahmed. Celui-ci a été créé dans le but d'accompagner les entreprises afin d'être plus compé-

**GRAPHIQUE**

## Pétrole brut : le Cameroun représenterait 8,7% de la production en zone Cemac en 2024

Selon la Beac, la production globale de pétrole brut en zone Cemac s'établirait à 40,2 millions de tonnes en 2024 contre 39,5 millions de tonnes deux ans plus tôt soit une légère hausse de 0,7 millions de tonnes (+1,77%). Le Cameroun afficherait le plus faible volume de production pétrolière comme au cours des deux précédentes années avec une participation de 8,7% (contre 8,9% en 2022, Ndlr). En Guinée équatoriale, la production se chiffrait à 4,6 millions de tonnes ; le Congo, le Gabon et le Tchad enregistreraient respectivement 13,4 millions de tonnes (33,3%) 11,4 millions de tonnes (28,4%) et 7,7 millions de tonnes de pétrole brut (19,2%).

Projection de production du pétrole En zone Cemac 2024



Source : Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac)

**IMAGE**

## Cameroun : fausse alerte sur une école qui s'effondre sur des élèves à l'Extrême-Nord fortement relayée



Dans une vidéo amateur devenue virale sur des réseaux sociaux, on peut entendre des cris, pleurs et voir la précipitation qui envahi les parents après que le seul bâtiment en matériaux provisoire qui compose une supposée école primaire publique située dans une localité éloignée de la région de

l'Extrême-Nord, soit tombé sur leur progéniture. Un groupe composé d'hommes et de femmes unit leurs forces pour relever des murs

faits en bois et de pailles couché sur des enfants. Tour à tour, ces derniers seront extraits de ce piège en larme. Poussiéreux dans l'ensemble, certains d'entre eux sont blessés ou étourdis. L'image a fortement alimenté les commentaires sur les réseaux en fin de semaine dernière et a suscité l'indignation de plusieurs. Cependant, après vérification et selon certaines sources spécialisées dans le Factchecking, les faits relayés sont faux car ils se sont déroulés dans la région du Kasai, au Centre Ouest de la RDC et la vidéo date déjà de quelques années.

# ÉCOMatin

Edité : par EICI Sarl,

Siège : Rue CEPER, entrée BP Parc Kyriakides

Tel : 35521 Yaoundé

: 22 22 08 927 / 695 48 47  
36 / 693 98 28 36Email : [contact@ecomatin.net](mailto:contact@ecomatin.net)

Directeur de Publication

Emile Fidiéck

Conseiller du Directeur de Publication

Conseiller financier : Florian Mpeck ;

Conseiller : Nasser Ngoume

Coordonnateur de la rédaction : Amina Malloum

Rédaction Yaoundé :

Tel : 6 93 98 28 36 / 697 80 63 37

Rédaction

Cindy Mbala Betine;

Marius Zogo;

Jean Omer Eyango

Réné Ombala

Benedicte Ngono

Mairamou Abdou;

Simon Pierre Mbarga

Vicky Bagal

Arthur Wandji

Albert Amougou

Production et routage  
Fabrice Youmbi

Département commercial et Marketing

Yaoundé : Tel : 6 93 57 82 35

Douala : Tel : 679 73 80 48

Infographie et Maquette

Nang - Mbi Papin Loic

## Fred Fonda nommé au poste de Directeur financier de UBA en Afrique

### SECTEUR BANCAIRE

Ancien Directeur financier de la filiale camerounaise du groupe bancaire panafricain UBA (United Bank for Africa), le promu supervisera les opérations financières du groupe dans les régions d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est.

Arthur Wandji

United Bank for Africa (UBA), l'une des plus grandes institutions financières panafricaines, a annoncé la nomination du Camerounais Fred Fonda au poste de Directeur Financier (CFO) pour l'Afrique. Le promu, déjà bien établi dans l'univers bancaire africain, sera basé au siège du groupe à Lagos (Nigeria), et aura pour mission de superviser les opérations financières de la banque sur les marchés d'Afrique centrale, de l'Ouest et de l'Est.



Fred Fonda promu au poste de Directeur financier pour l'Afrique

Fred Fonda n'est pas étranger à la gestion des finances au sein de UBA. Avant cette promotion, il occupait le poste de Directeur financier de la filiale du milliardaire nigérian Tony Elumelu au Cameroun. La banque le présente comme un comptable agréé (Acca), possédant une expérience riche et variée, acquise au fil des ans dans plusieurs institutions financières de renom. « M. Fonda possède

une vaste expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies financières visant à renforcer la capacité financière de la banque, en adéquation avec sa stratégie globale et les normes réglementaires », souligne le groupe UBA dans un communiqué consulté par EcoMatin.

Ainsi, apprend-on, le parcours du nouveau Directeur financier de UBA pour l'Afrique inclut des

responsabilités de haut niveau chez Kiel Financial à Londres, où il a travaillé en tant que consultant, et à la National Financial Credit (NFC) Bank au Cameroun en tant que Directeur Financier. Il est titulaire d'une licence en comptabilité obtenu à l'Université de Buea et d'un master en finance d'entreprise et investissement de la London Metropolitan University. Sa nomination intervient alors que UBA affiche une performance financière exceptionnelle, renforçant ainsi sa position parmi les géants bancaires africains. En effet, pour l'exercice 2023, UBA a enregistré un bénéfice brut de 2,9 milliards de dollars, en hausse de 143% par rapport aux 1,9 milliard de dollars réalisés en 2022. Les actifs totaux de la banque ont atteint 21,7 milliards de dollars, soit une croissance de 90,22% par rapport à l'année précédente. Le bénéfice avant impôt a connu une progression encore plus spectaculaire, augmentant

**2,9**  
milliards de dollars

**Pour l'exercice 2023, UBA a enregistré un bénéfice brut de 2,9 milliards de dollars, en hausse de 143% par rapport aux 1,9 milliard de dollars réalisés en 2022.**

de 277% pour atteindre 1,06 milliard de dollars, tandis que le bénéfice net a crû de 257% pour se fixer à 849 millions de dollars. Ces résultats sont soutenus par une hausse des fonds propres de 120,2%, passant de 969 millions à 2,1 milliards

de dollars, et une forte croissance des prêts aux clients, en augmentation de 61,3% pour atteindre 5,8 milliards de dollars. Parallèlement, les dépôts des clients ont presque doublé, atteignant 15,7 milliards de dollars, soit une hausse de 90,31 % par rapport aux 8,2 milliards de dollars de 2022. Cette dynamique de croissance s'est également manifestée au sein des filiales de UBA, notamment au Cameroun où la banque a enregistré un bénéfice en hausse de 174%, passant de 5,5 milliards de Fcfa en 2022 à environ 15,3 milliards de Fcfa à la fin de l'année 2023. De même, le Produit net bancaire (PNB) de la succursale camerounaise de UBA, a bondi à 52,2 milliards de Fcfa contre 21,2 milliards de Fcfa en 2022. UBA compte trente-cinq millions de clients à travers 1 000 agences réparties dans 20 pays africains, et à l'international dans des villes comme New York, Londres, Paris et Dubaï.

## Le réassureur SCG-Ré distribue près d'un milliard de Fcfa à ses actionnaires pour 2023

### GABON

Dans un contexte marqué par une embellie générale de ses performances, la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) a décidé de verser à ses actionnaires un dividende brut de 909,6 millions de Fcfa, soit 728 Fcfa par action.

Arthur Wandji

La Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré) a décidé de distribuer à ses actionnaires un dividende brut de 909,6 millions de Fcfa, soit 728 Fcfa par action. Ainsi, qu'ils soient cotés à la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (Bcmav) ou non, les actionnaires du réassureur gabonais se partageront ces dividendes, avec une répartition de 20% pour ceux cotés à la Bvmac (181,9 millions de Fcfa) et 80% pour les non cotés (727,7 millions de Fcfa). Selon les données de l'entreprise, cette enveloppe connaît une légère augmentation de 0,5 % par rapport aux 905 millions de Fcfa distribués en 2022. Cette hausse témoigne de la bonne santé financière de SCG-Ré qui compte parmi ses actionnaires, le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS), qui détiennent 24,06% du capital.

### Des performances financières en progression

Ainsi, la décision de verser près d'un milliard de Fcfa en dividendes est soutenue par les solides performances financières de SCG-Ré en 2023. Le réassureur gabonais a enregistré



Une agence de SCG-Ré

un chiffre d'affaires de 19,6 milliards de Fcfa, en hausse de 11 % par rapport à l'année précédente. De même, le résultat net de l'exercice 2023 s'est établi à 1,5 milliard de Fcfa, un montant relativement modeste mais significatif, surtout dans un contexte marqué par une augmentation des sinistres. En effet, la charge de sinistres a atteint 5 milliards de Fcfa sur l'année, un fardeau qui a impacté les résultats financiers de l'entreprise. La charge de sinistres étant définie comme le montant total des dépenses engagées par l'assureur ou le réassureur pour couvrir les sinistres survenus au cours d'une période donnée. Elle inclut à la fois : les sinistres payés (indemnités versées aux assurés ou aux cédantes), les sinistres à payer (provisions constituées pour les sinistres qui ont été déclarés mais pas encore réglés) et les provisions pour sinistres inconnus (les provisions pour les sinistres survenus mais non encore déclarés).

**Une amélioration déjà perceptible au 3e trimestre 2023**  
La tendance à la hausse des

résultats financiers de SCG-Ré ne s'est cependant pas révélée soudainement à la fin de l'année 2023 : elle avait commencé à se dessiner au cours de l'exercice, particulièrement à la fin du troisième trimestre. En effet, au 30 septembre 2023, le chiffre d'affaires de la société atteignait 16,2 milliards de Fcfa, soit une progression de 20% par rapport aux 13,4 milliards de Fcfa enregistrés à la même période en 2022. Cette forte croissance, enregistrée bien avant la clôture de l'année, était largement attribuée à une gestion accrue des sinistres, dont la charge a bondi de 203% pour s'établir à 4,5 milliards de Fcfa au troisième trimestre 2023.

Cependant, malgré les défis, SCG-Ré a su maîtriser ses coûts tout en maintenant une croissance saine. Cette posture reflète la robustesse du groupe, qui se positionne comme un acteur clé de la réassurance dans la zone Cemac, composée du Cameroun, du Gabon, du Congo, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine et du Tchad.

## Les États recherchent 87,5 milliards de Fcfa sur le marché des titres publics

### CEMAC

Pour la semaine écoulée, c'est le Cameroun, le Congo, le Gabon et le Tchad qui sollicitent les investisseurs de la sous-région. Le Congo à lui seul veut lever jusqu'à 60 milliards de Fcfa.

### CMB

Au cours de la semaine du 30 septembre au 4 octobre 2024, les trésors publics de quatre des six États de la Cemac ambitionnaient de lever 87,5 milliards de Fcfa. Plus de la moitié de cette enveloppe doit être mobilisée par le Congo, à hauteur de 60 milliards de Fcfa à travers trois opérations de levées de fonds. Dans le détail, 45 milliards de Fcfa sont recherchés sous la forme de Bons du Trésor assimilables d'une durée de 13 semaines, et l'autre de 52 semaines vise une enveloppe de 20 milliards de Fcfa. La 3e opération, elle concerne un titre long, d'une maturité de 2 ans, d'un montant de 15 milliards de Fcfa. Cette nouvelle sortie du Trésor congolais intervient après une semaine peu fructueuse pour ce pays. En effet, du rapport des opérations sur le marché de la Cemac de la semaine du 23 au 29 septembre 2024, il ressort que le pays de Denis Sassou Nguesso a procédé à trois opérations de levée de fonds d'une valeur de 35 milliards de Fcfa et n'a pu mobiliser que 5,680 milliards de Fcfa soit 16,22 % du montant recherché. Indiquons ici que sur les trois opérations prévues, une a été déclarée infructueuse. Elle concernait un OTA de 5 milliards de Fcfa, d'une maturité de 2 ans rémunéré au



Siège de la Beac

taux d'intérêt de 5,40%. Derrière le Congo, les trésors camerounais, gabonais et tchadien ont procédé chacun à une seule opération d'adjudication. Au cas par cas, le Cameroun recherchait, le 30 septembre dernier, 10 milliards de Fcfa sous la forme de Bons du Trésor assimilables d'une durée de 26 semaines. Cette enveloppe est en baisse de 20 milliards de Fcfa par rapport aux 30 milliards sollicités auprès des investisseurs la semaine dernière. Sur ce montant, le pays n'a alors pu mobiliser que 18,9 milliards de Fcfa (63,09%). La sortie du Tchad, cette semaine, se limite à rechercher juste 10 milliards de Fcfa sous la forme d'OTA, d'une maturité de 3 ans. Pour cette opération le pays de Toumaï propose aux investisseurs de la sous-région un taux d'intérêt de 6,20%. Cette nouvelle incursion sur le marché des valeurs du trésor de la Cemac, intervient une précédente opération déclarée infructueuse la semaine dernière. Le Trésor recherchait la somme de 10 milliards de Fcfa et le taux d'intérêt appliqué à cette opération était de 6,50%.

Pour la semaine qui s'achève, le Gabon est le pays qui a sollicité la plus petite enveloppe auprès des investisseurs de la Cemac. Soit 7,5 milliards de Fcfa, sous la forme de BTA d'une maturité de 13 semaines. La semaine dernière, le Trésor de ce pays recherchait une enveloppe de 15 milliards de Fcfa sous le même instrument financier, mais d'une maturité de 26 semaines. Sur cette enveloppe, les investisseurs n'ont mis à la disposition du pays que 3,961 milliards de Fcfa. Au vu des performances enregistrées la semaine du 23 au 27 septembre 2024 soit 38,57 milliards levés sur 95 milliards recherchés, rien ne garantit que les États qui effectuent des opérations de levée de fonds puissent atteindre les montants souhaités. Cependant, notons néanmoins que pour cette semaine, les pays de la Cemac ont montré un intérêt pour les titres de courte maturité. Rappelons que les titres de courtes maturités occupent une grande partie de l'encours global des titres publics qui s'élève à 6 663,9 milliards de Fcfa à fin avril 2024.

**18 milliards de Fcfa**

Pertes

C'est le montant des pertes enregistrées par Oragroup en 2023. Cette contreperformance survient après que le groupe a réalisé un bénéfice de 19 milliards de Fcfa l'année précédente.

**1700 milliards de Fcfa**

Investissement

C'est l'enveloppe dont a besoin la Banque de Développement des Etats de l'Afrique centrale (Bdeac) pour financer son plan stratégique 2023-2027, soit environ 2,6 milliards d'euros.

**25 milliards de Fcfa**

Emprunt

C'est le montant des financements que le PDG du groupe Vista avait annoncé avoir mobilisé auprès de la BOAD, une institution de premier plan, pour boucler le rachat de Oragroup.

**Simon Tiemtoré signe un nouvel accord pour prendre le contrôle d'Oragroup****SECTEUR BANCAIRE**

Après l'échec de la première transaction, Oragroup et Vista Group ont signé un nouvel accord portant sur la cession des 50,01% détenus par le fonds ECP. Mais avant, Oragroup se doit de faire une cure de jouvence pour éviter un nouveau revers. Un projet d'augmentation de capital par émission d'actions nouvelles sera soumis à l'approbation des actionnaires le 15 octobre prochain au cours d'une AG extraordinaire. Une ultime tentative pour ECP dont le projet de retrait d'Oragroup a déjà échoué à deux reprises. EcoMatin revient sur les derniers déroulements de cette saga à multiples rebondissements.

**R.O**

L'on croyait le deal aux oubliettes après la fin de non-recevoir opposée par le régulateur bancaire de l'Uemoa. Que nenni ! Dans un communiqué publié le 1er octobre dernier, Oragroup, annonce avoir signé un nouvel accord avec Vista Group du burkinabé Simon Tiemtoré, portant sur la cession de la participation majoritaire (50,01%) détenue par le fonds Emerging Capital Partners (ECP). La holding bancaire du réseau Orabank, présent dans douze pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, a préalablement dénoncé et annulé le précédent accord de cession signé avec Vista le 02 août 2023. Les entités fusionnées devaient représenter plus de 270 agences et totaliser un



Simon Tiemtoré, le PDG de Vista Group

portefeuille d'actifs de plus de 10 milliards de dollars.

« Oragroup tient à souligner que cette annulation résulte d'ajustements rendus nécessaires entre autres par les contraintes de calendrier des différentes parties prenantes au processus », justifie le groupe bancaire qui a enregistré une perte de plus de 18 milliards de Fcfa en 2023, après des bénéfices de 19 milliards l'année précédente. Mais officiellement, on sait que la transaction n'a pas été autorisée par le régulateur régional (la Commission bancaire de l'Union monétaire ouest-africaine) qui a exigé des garanties supplémentaires tant de l'acquéreur que du cessionnaire au vue des difficultés financières de la banque.

**Recapitalisation en vue**

Le nouveau contrat de cession,

dont les modalités n'ont évidemment pas été dévoilées, a-t-il été bien ficelé pour convaincre le régulateur ? Seul l'avenir nous dira. En attendant, Oragroup a convoqué ses actionnaires le 15 octobre prochain en assemblée générale extraordinaire avec comme principal point à l'ordre du jour, un projet d'augmentation de capital. Il est prévu que l'augmentation se fasse par émission d'actions nouvelles. Ceux-ci seront d'abord proposés aux actionnaires existants et si la totalité du montant n'est pas obtenue, le conseil d'administration se réserve le droit de proposer tout ou partie des actions non souscrites au public. L'injection de capitaux supplémentaires est nécessaire pour assainir les finances d'Oragroup avant d'envisager une cession. « Il est peu probable qu'une vente soit approuvée par le régulateur avant que le

groupe ne rétablisse ses ratios de capital », indiquait déjà Fitch l'agence Fitch dans une évaluation publiée le 25 septembre dernier. 8e groupe bancaire de l'Uemoa, Oragroup qui traverse une période d'incertitudes a terminé le premier semestre 2024 avec une perte nette de 13,86 milliards de Fcfa. Sa situation financière est telle que Fitch a abaissé sa note de crédit à CC, évoquant une crise ambiante de liquidités et une dégradation prolongée de ses fonds propres. L'agence déplore également la qualité du portefeuille de crédit de certaines filiales bancaires et leur forte exposition à des États considérés comme « hautement risqués » notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Autant de choses qui accentuent le risque d'un défaut de paiement. La situation est d'autant plus préoccupante que le groupe est attendu ce

**13,86 milliards de Fcfa**

**C'est la perte enregistrée au premier semestre de l'exercice 2024 en cours, par Oragroup, huitième groupe bancaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (Uemoa).**

mois pour un remboursement sur ses emprunts. L'augmentation de capital apparaît donc comme l'une des dernières cartes d'Oragroup pour retrouver la viabilité et éventuellement tomber dans l'escarcelle de Vista Group.

**Vista Group**

Pour Simon Tiemtoré, patron de Vista, l'objectif reste le même bâtir un grand groupe bancaire qui trône sur le continent. Mais en a-t-il seulement les moyens. Selon Jeune Afrique, le financier burkinabé, dans le cadre de la première opération, n'avait pas été en mesure de fournir dans les délais l'ensemble des documents relatifs à la transaction au rachat. Pourtant, ce dernier avait annoncé avoir mobilisé d'importants financements auprès d'institutions de premier plan telles que Afreximbank (253 millions d'euros) et la BOAD (25 milliards de Fcfa) pour boucler le deal.

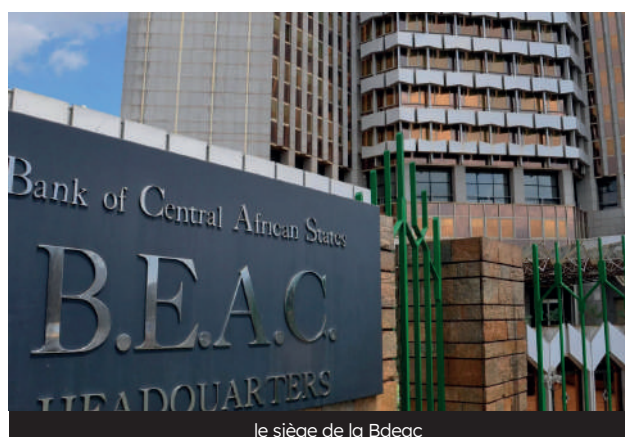
Vista Group, qui s'est également lancé à l'assaut des filiales de Société Générale, a vu la filiale congolaise lui échapper de justesse, l'État ayant exercé son droit de préemption pour ensuite choisir BGFIBank, jugée plus solide. Vista s'est également approché pour la franchise camerounaise de Société générale, mais ne figure pas parmi les favoris. L'assainissement d'Oragroup et éventuellement son rachat par l'homme d'affaires burkinabé permettra à ce dernier d'imposer sa marque dans 12 pays africains.

**Les actionnaires de la Bdeac approuvent la mise en place d'un guichet islamique****CEMAC**

En droite ligne de son plan stratégique 2023-2027, la Bdeac va ouvrir en son sein une fenêtre islamique afin d'élargir ses interventions dans la Cemac et de favoriser davantage l'inclusion financière.

**R.O**

Adopté le 17 septembre dernier par le conseil d'administration, le projet de création d'un guichet islamique au sein de la Banque de Développement des États de l'Afrique centrale (Bdeac) a été approuvé 13 jours plus tard par les actionnaires de l'institution. Selon le communiqué publié au terme de l'assemblée générale qui s'est tenue à N'Djamena, la fenêtre islamique « fonctionnera



le siège de la Bdeac

parallèlement avec le guichet conventionnel qui finance depuis la création de la banque en 1975, le développement des secteurs public et privé ». À travers cette nouveauté qui la Bdeac, dirigée par le Camerounais Dieudonné Evou Mekou, veut élargir ses interventions

en faveur des populations et favoriser davantage l'inclusion financière. La finance islamique diffère, en effet, de la traditionnelle en ce sens que ses produits et services doivent être conformes à la charia, la loi islamique. Elle prohibe l'intérêt, la spéculation, les activités illicites...

« En revanche, elle met l'accent sur : le financement des actifs tangibles, une prise de risques mesurée ; le partage des pertes et des profits et la conformité à la charia », explique la Bdeac. L'ouverture d'un guichet islamique au sein de l'institution régionale de développement intervient deux ans après que les autorités monétaires de la Cemac aient adopté un cadre juridique organisant cette activité. Pour l'exercer, toute institution doit au préalable obtenir l'agrément du régulateur bancaire. Parmi les produits islamiques que la banque de développement sera autorisée à mettre sur le marché, on compte Mourabaha, Moussawama, Ijara, Salam, Istisna, Moudaraba ou encore Moucharaka. Le calendrier de mise en œuvre de ce nouveau guichet n'a pas

**13 Jours**

**C'est le nombre de jours qui ont précédé l'adoption par le par le Conseil d'administration, du projet de création d'un guichet islamique au sein de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (Bdeac) et son approbation par les actionnaires de l'institution.**

encore été dévoilé encore moins les modalités liées à son fonctionnement. Il faut dire que cette initiative s'inscrit en droite ligne s'inscrit en droite ligne du plan stratégique 2023-2027 qui vise à faire de la Bdeac une Institution moderne, socle du développement durable de l'Afrique Centrale. C'est également dans ce sillage que l'institution a engagé des procédures pour se faire évaluer par une agence de notation internationale afin de pouvoir mobiliser de la dette sur les marchés internationaux. Pour financer les projets de développement inscrits dans son plan stratégique, la Bdeac a besoin d'une enveloppe globale de 1700 milliards de Fcfa (environ 2,6 milliards d'euros). Un montant qu'elle peut difficilement obtenir en se recentrant uniquement sur le marché domestique.

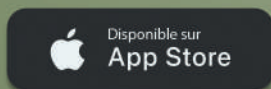
# BGFIMobileServices Pour faciliter votre quotidien!

*Facilitez-vous la vie avec l'application MyBGFIBank CM,  
votre banque au bout des doigts.*

*Rapide - Pratique - Sécurisé*



Téléchargement Gratuit sur :



My BGFIBank CM



BGFIBank Cameroun



655 54 00 00



**BGFI Bank**  
Votre partenaire pour l'avenir

## Les dessous du contrat d'exclusivité accordé par la RCA au camerounais Neptune Oil

### PRODUITS PÉTROLIERS

D'après le ministre du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques, le gouvernement centrafricain n'a jamais été informé en amont de la volonté de TotalEnergies de se retirer du marché centrafricain et des procédures ayant abouti à la cession de la totalité de ses actifs à une autre entreprise française, Tamoil, en l'occurrence, qui n'a ni la surface technique, ni celle financière.

Arthur Wandji

Maltraqué il y a quelques jours par le Groupe de travail de la société civile (GTSC) sur la crise centrafricaine quant à la normalisation qui tarde à arriver dans le secteur pétrolier malgré la réorganisation intervenue il y a plusieurs mois, le gouvernement centrafricain sort enfin de sa réserve et donne officiellement des éclaircissements au sujet du contrat d'exclusivité accordé fin 2023 à la société Neptune Oil S.A, pour importer les produits pétroliers en République centrafricaine jusqu'en 2030. Le 03 octobre, le ministre du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques, Arthur Bertrand Piri, explique dans un communiqué sa sortie non pas comme une réponse aux coups de boutoir de la GTSC, mais par la nécessité de rétablir la vérité « afin de permettre à tous les acteurs publics et privés ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers d'œuvrer dans la sérénité ». Jusqu'en 2022, commence-t-il, Total Centrafrique



Antoine Ndzengue, PDG de Neptune Oil

agit librement sur le territoire centrafricain comme importateur et distributeur des produits pétroliers et contrôle entre 60 et 70% du marché national, en plus du monopole que le gouvernement lui a accordé sur la gestion du dépôt aviation de l'aéroport Bangui- M'Poko. Mais, contre toute attente, la filiale du groupe français TotalEnergies, qui n'est certes plus en odeur de sainteté avec Bangui du fait d'importants impayés accumulés par l'Etat et sur lesquels elle s'appuie d'ailleurs pour ne pas régler ses créances vis-à-vis du trésor public centrafricain, ferme le dépôt aviation de l'aéroport « sans en informer le ministère de tutelle, usant de subterfuges malgré les nombreuses relances qui lui ont été adressées avec des conséquences économiques et sociales sur la desserte de la RCA par les compagnies aériennes internationales ». La situation dure un an, et, conséquemment, le pays est maintenu sous une tension de stock du fait d'une baisse du niveau des importations des produits pétroliers. Circonstance aggravante, «

au pire moment de la crise, et alors que le pays était agressé en 2022, Total Centrafrique avait refusé de livrer du Jet aux forces armées centrafricaines (Faca) qui étaient engagées dans des opérations militaires pour sécuriser notre pays. L'Etat a dû réquisitionner ces produits aviations afin de permettre les contre-offensives aéroportées des Faca », rapporte le ministre. Qui ajoute que, sans avoir été associé en amont de la procédure, « au mois de juillet 2023, le ministère du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques va apprendre à ses dépens la cession des actifs de Total Centrafrique de façon scabreuse à Rochefort International Limited [c'est la maison-mère de Tamoil, NDLR] ». Soucieux des troubles introduits dans le secteur pétrolier aval par cette situation, ajoute Arthur Bertrand Piri, un comité interministériel destiné à obtenir des réponses de la part de ces opérateurs face à leurs agissements et d'éviter une nouvelle crise dans le sous-secteur pétrolier aval sera immédiatement mis en

place par le conseil des ministres. Sur ces entrefaites, et alors que sa situation n'avait toujours pas été clarifiée ni stabilisée malgré le deal franco-français, Tamoil « a cru devoir saisir la présidence de la République d'une demande de signature d'un protocole d'accord en juillet 2023 qui devrait lui concéder l'exclusivité de l'importation de tous les produits pétroliers et gaziers sur toute l'étendue du territoire national en groupement avec la société Neptune Oil ». L'alinéa 1er de l'article 3 du projet du protocole d'accord soumis à la présidence centrafricaine stipule : « confiés au groupement Tamoil-Neptune les volumes globaux des produits pétroliers et gaz domestique pour l'approvisionnement exclusif sans faille du marché national ».

### Incapacité de Tamoil

Arthur Bertrand Piri dénonce le caractère purement sensationnel du travail du GTSC et time que si cette instance de la société civile qui rage contre le monopole avait effectivement mené ses enquêtes, elle aurait déjà compris « à ce stade que c'est Tamoil qui a introduit Neptune Oil S.A sur le territoire centrafricain et le marché du carburant ». Outre son entrée sur le marché national en remplacement de Total Centrafrique, « caractérisée par une gestion chaotique qui a mis en péril la filière du sous-secteur pétrolier aval centrafricain », Tamoil a fait preuve d'incapacité à « financer son fonctionnement ». Ceci s'est manifesté, souligne le ministre du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques, par « la fermeture de toutes ses stations-services, même celles contenant des quan-

tités importantes de produits pétroliers ». Elle s'est également manifestée par « des créances d'environ 8 milliards de Fcfa envers ses Banques, 2 milliards Fcfa envers son fournisseur et associé Neptune Oil et 4 milliards envers l'Etat centrafricain ». Calculette en main, Tamoil a accumulé des impayés à hauteur de 14 milliards Fcfa en moins d'un an de présence dans le pays. « Cette situation met en évidence l'incapacité de Tamoil à opérer efficacement sur le territoire centrafricain, car, il s'agit de 60 à 70% du marché national. C'est ainsi que le ministère du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques a dû prendre ses responsabilités pour réquisitionner une partie des stations-services de Tamoil afin de soulager la population », précise le ministre dans son communiqué.

Arthur Bertrand Piri dit en tout cas ne pas comprendre la position du GTSC, « qui affirme que le calvaire de la société Tamoil relève du comité interministériel, alors qu'il s'agit bel et bien de ses propres turpitudes ». Il soutient, pour ce qui est du monopole pour l'importation des carburants et du gaz accordé à la société Neptune Oil, que le gouvernement, « en toute responsabilité », a décidé de signer la convention d'exclusivité y relative directement après avis du conseil des ministres sans passer par Tamoil, « en considération de sa situation ». « L'engagement du gouvernement avec Neptune Oil s'appuie sur sa bonne santé financière, la maîtrise du circuit d'importation des produits pétroliers et des meilleures conditions offertes par celle-ci, à savoir entre autres,

l'approvisionnement de la République centrafricaine en produits pétroliers sans aucune garantie de la part du gouvernement », appuie-t-il.

### Mission du FMI

Le ministre du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques affirme, du reste, qu'à travers son rapport intitulé « la mafia dans le secteur pétrolier en République centrafricaine » et rédigé « d'une manière partisane et orientée », le GTSC a ramassé des informations non fondées et non vérifiées à des fins inavouées. Il s'appuie, notamment, sur le timing de cette publication, au moment même où une mission du Fonds monétaire international (FMI) se trouve à Bangui, dans le cadre de la Facilité élargie. Pour lui, il ne s'agit pas « d'une simple coïncidence ».

Il étaye ses propos en expliquant qu'en juillet dernier, alors que l'avant dernière mission de l'institution de Bretton Woods se trouvait dans le pays, une chaîne de radio locale s'était fait l'écho de ceux qui prophétisaient une pénurie de carburant totale dans le pays. « Cette récurrence des communications néfastes lors de passages du FMI n'étonne pas le ministère du Développement de l'Energie et des Ressources hydrauliques. Les objectifs visés par ceux-ci et plus particulièrement le GTSC semblent être d'empêcher le décaissement de la facilité élargie de crédit dont la population centrafricaine a tant besoin pour panser ses blessures profondes. Pour preuve, cette publication orientée cache une autre vérité », conclut Arthur Bertrand Piri.

## Les bénéfices de Tradex affichent une hausse de 107% en 5 ans

### HYDROCARBURES

La société dont l'actionnaire majoritaire est la Société nationale des hydrocarbures (SNH) revendique un résultat de 14,7 milliards de Fcfa à fin 2023 contre 7,1 milliards en 2019, favorisé par des investissements d'un peu plus de 8 milliards.

Vicky Bagal

Le distributeur camerounais de produits pétroliers, Trading and exploitation S.A (Tradex), vient de rendre publics ses résultats 2023 avec une mention particulière pour son évolution sur les 5 dernières années. L'entreprise a réalisé des performances croissantes dans leur ensemble entre 2019 et 2023. Celle-ci indique avoir relevé de 32% son chiffre d'affaires quittant de 291,3 milliards de Fcfa en 2019 à 387,3 milliards de Fcfa au terme de l'exercice 2023 mais avoir doublé surtout résultat net. En effet, les bénéfices de la société dont



Simon Paley, DG de Tradex

l'actionnaire majoritaire est la Société nationale des hydrocarbures (SNH) sont passés de 7,1 milliards en 2019 à 14,7 milliards de Fcfa à fin 2023, soit une hausse de 107%. L'entreprise précise que ce résultat correspond au niveau le plus élevé jamais atteint depuis sa création, favorisé par d'importants investissements. Ces performances ont été possible grâce à des investissements de l'ordre de 8,2 milliards de Fcfa

que l'entreprise a consenti dans son activité de distribution sur la période sous-revue. De façon matérielle, ces investissements auront permis de construire 17 stations-service et 23 nouvelles installations consommateurs à travers le pays portant à 81 le nombre de points de vente que l'entreprise opère depuis le lancement de ses activités dans le segment de la distribution des produits pétroliers au Cameroun en 2006. Les fonds

investit ont également permis à Tradex d'écouler 2 millions de mètres cubes de produits liquides sur le marché local ; toute chose qui a permis à la marque de se positionner comme 2ème marketer dans le pays derrière le français Total Energies.

### Consolider sa place sur les 5 prochaines années

Des données officielles, les parts de marché détenues par la société camerounaises ont évolué de 4,6 points sur la période sous revue passant de 22,4% à 27% à date. Pour conserver sa place, le marketer camerounais annonce avoir réussi à renouveler son agrément D1 pour la distribution de l'ensemble des produits pétroliers sur une période de 5 ans, un préalable dans l'exécution des activités d'exploitation d'un réseau de stations-service et de distribution des produits pétroliers. Le plaidoyer défendu devant la Commission nationale des produits pétroliers le 26 septembre dernier a permis de prolonger

**387,3**  
milliards de Fcfa

**Le chiffre d'affaires du marketer Tradex s'est établi à 387,3 milliards de Fcfa au terme de l'exercice 2023, en hausse de 32% par rapport aux 291,3 milliards de Fcfa réalisés en 2019.**

la validité de l'agrément obtenu en octobre 2019 et qui va expirer le 7 octobre prochain. « Cette habilitation donnée par les pouvoirs publics à Tradex, renforce la perception d'acteur majeur du secteur pétrolier aval au Cameroun, dont jouit notre entreprise et est pour nous une nouvelle rampe de lancement », a réagi Simon Paley, Directeur général de Tradex.

A noter qu'en 2023, Tradex revendique avoir vendu sur le marché camerounais plus d'un demi-million de mètres cubes (M3) de carburant et un peu plus de 100 00 tonnes métriques de gaz domestique contre 616 000 M3 de carburants et 110 102 tonnes métriques de gaz butane vendus en 2022. Selon le bulletin d'informations trimestriel des activités de l'entreprise, ces ventes ont respectivement augmenté de 30,5% pour les produits liquides (carburants) et 3% pour le gaz domestique. Ainsi Tradex aurait mis en vente 803 880 M3 de carburants et 113 405 tonnes métriques de gaz sur le territoire national au cours de l'année écoulée.

# Avec une baisse annoncée de 400 000 tonnes, le Cameroun va peser moins de 9% de la production de la Cemac en 2024

## PÉTROLE BRUT

Selon les prévisions de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), le Cameroun et la Guinée Equatoriale sont les seuls pays de la sous-région qui devraient enregistrer une contreperformance à fin décembre 2024.

Marius Zogo

La Banque des États de l'Afrique centrale (Beac) dans son récent rapport de politique monétaire est pessimiste sur la production du pétrole brut au Cameroun et en Guinée Equatoriale à fin 2024 comparée à 2023. En effet, selon cette Banque commune aux six États de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, RCA, Tchad et Guinée équatoriale), la production du pétrole brut du Cameroun devrait poursuivre



Du pétrole brut

sa perte de vitesse (après une production estimée à 3,3 millions de tonnes en 2023) avec 3,1 millions de tonnes en 2024 contre 3,5 millions de tonnes en 2022.

Si ces prévisions de la banque centrale se confirment, le pays de Paul Biya aura essuyé une

chute de 400 000 tonnes (-11,4%) de sa production en l'espace de 2 ans. A en croire la même source, la contreperformance projetée serait notamment due à la maturation des champs pétroliers qui ont atteint leur pic de production ainsi que des problèmes techniques et logistiques liés notamment au

vieillesse des infrastructures. **Recettes pétrolières prévues à la baisse**

En attendant la clôture de l'exercice en cours, ces prévisions de la banque centrale s'annoncent vraies au regard des chiffres obtenus au premier trimestre. A en croire les données contenues dans le document de programmation économique et budgétaire, sur des prévisions de 202,4 milliards de Fcfa de recettes pétrolières à fin mars, seuls 167,4 milliards de Fcfa ont été mobilisés soit un manque de 35 milliards de Fcfa. De plus, le Cameroun qui était parti sur des recettes prévisionnelles de 809,5 milliards de Fcfa dans sa loi de finances initiale de l'exercice budgétaire 2024, s'est vu obligé de les réduire à 801,6 milliards de Fcfa soit une baisse de 7,9 milliards (-1,0%) dans la loi de finances rectificative. Ceci pour tenir compte « de la baisse

de la production du pétrole et du gaz, conjuguée à celle des cours mondiaux du pétrole », prévoit le gouvernement camerounais. Ces deux facteurs, il faut le rappeler, ont entraîné la baisse des recettes pétrolières passant de 973,8 milliards de Fcfa en 2022 à 877 milliards de Fcfa en 2023 pour une chute de 96,8 milliards (-9,9%).

## Cameroun, 8,7% de la production en zone Cemac

A l'observation, la production globale de pétrole brut en zone Cemac s'établirait à 40,2 millions de tonnes en 2024 contre 39,5 millions de tonnes deux ans plus tôt soit une légère hausse de 0,7 millions de tonnes (+1,77%). Au terme de l'année en cours, le Cameroun afficherait le plus faible volume de production pétrolière comme au cours des deux précédentes années avec une participation de 8,7% (contre

8,9% en 2022, Ndlr). Dans la même veine, la production du brut équatorien serait en pertes de vitesse. D'après la Beac, elle passerait de 5,4 millions de tonnes en 2022 pour 4,6 millions de tonnes en 2024 soit une baisse de 0,8 million de tonnes (-14,8%).

La République Centrafricaine ne produisant pas le pétrole brut pour le moment, le Congo, le Gabon et le Tchad connaîtraient plutôt une embellie. Comparé à 2023, la production du Congo progresserait de 0,2 million de tonnes. Celle du Gabon connaîtrait une hausse de 1 million de tonnes de même que le Tchad qui verrait la production de son pétrole brut augmenter de 0,7 million en 2024. En clair, les trois pays pèseraient respectivement 13,4 millions de tonnes (33,3%) 11,4 millions de tonnes (28,4%) et 7,7 millions de tonnes de pétrole brut (19,2%).

## L'américain Chevron en négociation avec Tower Resources pour le forage d'un puits pétrolier au Cameroun

### ENERGIE

Cette annonce survient dans un contexte où Tower Resources informait déjà sur les prémices d'une collaboration en négociation avec « une importante société », qui devrait l'aider à mobiliser des financements nécessaires pour lancer le forage du puits Njom-3 situé dans le bloc pétrolier de la licence Thali aux larges des côtes camerounaises. Dans son rapport d'activités du premier semestre de l'année en cours publié le 30 septembre dernier, la société britannique n'a pas décliné l'identité de ce collaborateur. A la suite de la communication de Chevron, tout porte à croire que c'est avec cette société américaine qu'elle est en pourparlers pour faire avancer ce projet.

Albert Amougou

Chevron Corporation, l'entreprise pétrolière américaine est sur le point de conclure un accord avec Tower Resources pour accélérer la mise en exploitation d'un bloc pétrolier au Cameroun. Les deux parties seraient en pourparlers depuis quelques jours, selon une communication de Chevron consultée par EcoMatin. Cette dernière affirme avoir formulé une offre de financement à la société pétrolière et gazière britannique Tower Resources pour sa campagne de forage prévue au début de l'année 2025 dans le pays, via une cession de participation minoritaire dans un contrat de partage de production (PSC). « Chevron est prêt à investir massivement pour s'implanter au Cameroun. L'affermage à Tower Resources couvre 15 millions de dollars (soit 8,8 milliards de Fcfa) sur le coût prévu de 16,8 millions de dollars (environ 10 milliards de Fcfa), du puits Njom-3 que Tower prévoit de forer pour une participation de 15 % », peut-on lire. En effet, cette annonce survient

dans un contexte où Tower Resources informait déjà sur les prémices d'une collaboration en négociation avec « une importante société », qui devrait l'aider à mobiliser des financements nécessaires pour lancer le forage du puits Njom-3 situé dans le bloc pétrolier de la licence Thali aux larges des côtes camerounaises. Dans son rapport d'activités du premier semestre de l'année en cours publié le 30 septembre dernier, la société britannique n'a pas décliné l'identité de ce collaborateur. A la suite de la communication de Chevron, tout porte à croire que c'est avec cette société américaine qu'elle est en pourparlers pour faire avancer ce projet. Dans le détail, la deuxième plus grande compagnie pétrolière des États-Unis en termes de production pétrolière (avec une capacité de 3,1 millions de barils d'équivalent pétrole par jour en 2023), derrière ExxonMobil (qui a produit 3,8 millions de barils par jour d'équivalent pétrole sur la même période), précise que le contrat de partage de production (PSC) de Thali (en négociation) couvre une superficie de 119,2 km<sup>2</sup>, avec des profondeurs d'eau allant de 8 à 48 mètres, dans le bassin du Rio del Rey, dans la partie orientale du delta du Niger.

### Forage retardé pour des raisons opérationnelles

Au Cameroun, cette série d'annonces survient dans un contexte où le gouvernement « oblige Tower Resources Cameroon, la filiale locale du britannique Tower Resources, à forer un puits de pétrole dont l'empilement

**17,9 millions de barils**

**Le bloc pétrolier Thali, étendu sur une superficie de 119,2 km<sup>2</sup>, a des réserves estimées à 17,9 millions de barils brut.**

est défini (Njom-3) avant mars 2025. ». Faute de quoi, l'opérateur pétro-gazier ne pourrait plus bénéficier d'une nouvelle prorogation de durée de la première période d'exploration du contrat de partage de production offshore (PSC) Thali (119,2 km<sup>2</sup>) après l'échéance prévue pour le 4 février prochain. C'était en février dernier dans la réponse des autorités camerounaises à la doléance du junior pétro-gazier britannique qui a sollicité la prorogation de sa licence d'exploration d'un an supplémentaire. Un projet pour lequel elle a déjà signé un contrat avec Borr Drilling pour mobiliser le matériel de forage. Pour Tower Resources, ce forage a été retardé pour des raisons opérationnelles, sans toutefois donner d'autres détails. Jusqu'ici, cette dernière a tenté tour à tour à financer ce projet à travers des levés de fonds en bourse sans enregistrer un réel succès. A date, l'entreprise est confiante quant à la conduite de cette opération.

### D'autres pourparlers avec des banques

En plus des pourparlers en cours avec Chevron, Jeremy Asher, Président-directeur général de Tower Resources a précisé que la société dispose désormais de plus d'alternatives pour réussir à financer le forage de ce puits au début de 2025. D'après ce dernier, deux séries de discussions bancaires sont en cours avec plusieurs banques. « L'une pour le financement du développement à plus long terme des trois prochains puits que nous avons prévus pour la structure de Njonji ; et un pour le développement à court terme, qui compléterait une affermerie pour financer la mise en production de Njom-3 plus tôt, tout en continuant à travailler sur les trois prochains puits. »

Dans le cadre de ce projet, on se souvient qu'en 2022, la filiale locale de Tower Resources a paraphé un accord de financement de 4,42 milliards de Fcfa avec le groupe BgfiBank, représentant environ 40% du coût global du puits estimé à environ 11 milliards de Fcfa, soit 18 millions de dollars américains. Rappelons que les réserves pétrolières du bloc Thali sont estimées à 17,9 millions de barils brut, d'après le rapport commandité par la compagnie Tower Resources auprès d'Oilfield International (OIL). De même, à travers cette proposition faite à Tower Resources, Chevron confirme sa volonté à investir massivement au Cameroun. Le géant américain est également en pourparlers avec la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) dans le cadre du méga projet pétro-gazier de Yoyo-Yolanda commun au Cameroun et la Guinée Equatoriale.

## Le groupement camerouno-turc MGS - Astor Enerji décroche un marché de 5 milliards de Fcfa au Cameroun

### ELECTRICITÉ

Les deux entreprises ont été sélectionnées pour exécuter le projet de renforcement de la capacité de transformation 225/90 kV et 225/15 kV du poste d'interconnexion de Logbaba (lot 2) dans la région du Littoral.

B.N

Au Cameroun, le turc Astor Enerji AS et le camerounais Menti Global Services (MGS Sarl) viennent d'être sélectionnés pour exécuter le projet de renforcement de la capacité de transformation 225/90 kV et 225/15 kV du poste d'interconnexion de Logbaba (lot 2) dans la région du Littoral. Les deux entreprises ont été retenues en début octobre 2024 à l'issue d'un appel d'offres lancé 10 mois plutôt. A en croire la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel), les travaux prévus sur une durée de 12 mois vont coûter 5,3 milliards de Fcfa. En substance, les travaux supra mentionnés font partie du projet d'extension du poste de Logbaba. Celui-ci a été pensé notamment pour augmenter la capacité de transformation dudit poste (d'une puissance de 105 MVA 225/90 kV) jugée limitée par le transporteur national de l'électricité. Il s'agira également dans le cadre de ce projet, de décharger le transformateur 50 MVA 90/15 kV qui se trouve surchargé ; d'améliorer l'offre énergétique pour les clients industriels de la zone Magzi de Logbaba et augmenter la fiabilité du poste tout en améliorant de son exploitation et sa maintenance.

Concrètement, ce projet va permettre de soutenir la forte demande d'électricité des industriels et pallier le problème de perturbation de l'énergie électrique dans la ville de Douala. En effet, en septembre 2022, celle-ci avait subi une brusque interruption de courant électrique à la suite d'un grave incendie survenu au poste Sonatrel. Le drame avait provoqué la mise hors service d'un transformateur de 50 megavolt ampère (Mva) de puissance. Cet équipement alimentait en majorité les entreprises installées dans la zone, dont des sociétés à forte demande électrique, à l'instar de Prometal S.A.

### Qui sont Astor Enerji et MGS Sarl ?

Astor Enerji une société de demi-milliard de dollars de chiffre d'affaires soit environ 297 227 milliards de Fcfa, est basée en Turquie. Spécialisée dans la fabrication des infrastructures électriques et des équipements électromécaniques, celle-ci fabrique des transformateurs et des produits de commutation sous enveloppe métallique de moyenne et haute tension. Créée en 2014, Astor Enerji est dirigée par Hakan Ünsal et offre ses services à plus de 90 pays dans le monde. Menti Global Services quant à elle est une entreprise camerounaise spécialisée dans la fourniture, construction des infrastructures tout en favorisant une industrialisation innovante et durable, en stimulant la compétitivité, la diversification et la transformation des secteurs productifs.

## Silence sur la circulaire présidentielle, à un mois de la présentation du budget au parlement

### LOI DE FINANCES 2025

À quelques semaines du dépôt du projet de loi de finances pour 2025, l'incertitude domine au sein des institutions publiques et économiques. La circulaire présidentielle, qui oriente la préparation du budget et fixe les priorités de l'action publique, n'a toujours pas été publiée, une situation inédite depuis l'accession au pouvoir de Paul Biya. Ce retard suscite des inquiétudes quant aux perspectives budgétaires, notamment pour les investissements et la gestion de la dette. Tandis que le Parlement et les ministères tentent de se préparer, les partenaires internationaux, dont le FMI, restent attentifs à l'évolution de la situation.

A.W

À un mois de novembre prochain, députés et sénateurs devraient à nouveau se réunir dans l'optique d'examiner le projet de loi de finances de l'Etat du Cameroun pour l'exercice 2025. Seulement, à près de 30 jours de cette ultime session parlementaire, le flou persiste sur les grandes orientations de la politique budgétaire et des priorités économiques, contenues dans la circulaire du président de la République relative à la préparation du budget de l'Etat. En effet, ce document, généralement signé et publié par le président Paul Biya, entre les mois de juin



La présidence de la République du Cameroun

et août n'est toujours pas rendu disponible. Toute chose qui plonge les parlementaires et les acteurs économiques dans une situation d'incertitude inédite.

« La circulaire présidentielle est une prescription légale définie dans l'article 56 de la loi n°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques », explique Engelbert Essomba Bengono, député du parti au pouvoir (Rdpc) et ancien cadre du ministère des Finances. « Cette circulaire est généralement considérée comme l'acte déclencheur du processus gouvernemental ou exécutif d'élaboration et de préparation de la loi de finances initiale, ajoute-t-il. Cela se mesure à son contenu structuré autour de quatre mouvements : elle décrit le contexte macro-économique du projet de loi de finances, fixe les objectifs de l'action publique, prescrit les orientations générales de la

politique budgétaire et définit les dispositions pratiques pour l'élaboration du budget de l'Etat de l'année n+1 », ajoute-t-il.

Aussi, l'élaboration du budget de l'Etat obéit à deux catégories de dispositions textuelles : celles de la loi portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques d'une part, et celles du décret n°2019/281 du 31 mai 2019 fixant le calendrier budgétaire de l'Etat d'autre part. Sur ce dernier point, le décret présidentiel du 31 mai 2019 sus évoqué dispose en son article 28 alinéa 2 que : « la circulaire présidentielle sur la préparation du budget de l'Etat est diffusée au plus tard le 25 juin de l'année N [année en cours, Ndir.] ». Jamais auparavant, le chef de l'Etat n'avait excédé le 30 août. Un expert en finances publiques explique qu'en l'absence de ladite circulaire, les ministères peinent à ajuster leurs priorités budgétaires de même que le patronat a de la peine

à se projeter sur ce qui attend les entreprises en termes de nouveaux droits et taxes etc.

Cependant, des sources proches de l'administration publique tentent de rassurer. C'est le cas de l'honorable Engelbert Essomba Bengono. Pour lui, plusieurs étapes clés du processus ont déjà été franchies : « le parlement a organisé en juillet dernier le débat d'orientation budgétaire. Ensuite, le ministre des Finances et celui de l'Economie ont co-organisé du 12 au 21 août 2024, la Conférence Élargie de Programmation Budgétaire et de Performance Associée (CPEB-PA) pour la période 2025-2027 ». Ainsi, susurre-t-on au ministère des Finances, au regard du Document de programmation économique et budgétaire qui fait des projections pour l'année 2025, l'on n'attendrait plus que les directives de la Présidence pour préparer le prochain projet de loi de finances. Malgré ces assurances, la non-publication de la circulaire du chef de l'Etat crée des zones d'ombre. Elle complique la planification des investissements, la gestion de la dette publique et les perspectives de croissance. Ce retard pourrait également affecter les relations entre le Cameroun et ses partenaires internationaux dans un contexte où une mission du Fonds Monétaire International (FMI) séjourne actuellement à Yaoundé dans le cadre de la septième revue du Programme économique et financier engagé avec cette institution de Bretton Woods.

## Lancement du Plan national de développement 2024-2028

### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Pour la mise en œuvre de cette stratégie quinquennale qui nécessite la mobilisation de 7 040 milliards Fcfa, les autorités disent rechercher 50% des financements auprès de la communauté internationale, à travers la mobilisation des dons et la contraction des prêts.

Jean Omer Eyang

En chantier depuis plusieurs mois, le Plan national de développement de la République centrafricaine (PND-RCA) a enfin été validé par le président Faustin Archange Touadera, qui a lancé son exécution le 13 septembre dernier. Il s'agit du tout premier et véritable document de planification de moyen terme du pays, qui emboîte le pas au Plan de relèvement et consolidation de la paix en République centrafricaine mis en œuvre avec l'accompagnement de la communauté internationale entre 2017 et 2021. Celui-ci comportait trois piliers : soutenir la paix, la réconciliation et la sécurité ; renouveler le contrat social entre l'Etat et la population ; assurer le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Si les résultats sont globalement satisfaisants pour ce qui est des deux premiers piliers avec le retour progressif de la paix sur l'ensemble du territoire, le vote d'une nouvelle Constitution en 2023, entre autres facteurs qui devraient contribuer à rendre l'action de l'Etat plus opérantes en plus de l'organisation, en avril 2024 les élections locales attendues depuis près de 40 ans, ils sont plus que mitigés en matière de relèvement économique.

Le gouvernement fonde beaucoup d'espoir sur le nouveau plan pour rattraper les retards abyssaux dans tous les secteurs de l'économie, tant le cadrage budgétaire de celui-ci « reflète une vision de développement de la République centrafricaine avec une allocation stratégique des ressources financières en fonction des axes prioritaires définis ». Le coût global du PND est estimé à 7 040 milliards Fcfa, soit environ 12,8 milliards de dollars américains. Et pour sa mise en œuvre, la RCA aura besoin de 1 400 milliards Fcfa chaque année. Dans le détail, l'axe 1 du plan, qui est consacré au renforcement de la sécurité, au développement d'institutions solides, d'un système judiciaire performant et d'une administration centrale et locale compétente, représente 10,1 % du budget global, soit 775 milliards Fcfa. L'axe 2 dont les besoins en financements se chiffrent à 2096 milliards Fcfa, représentant 27,3 % du budget d'investissement a vocation à favoriser le développement du capital humain et garantir un accès équitable aux services sociaux fondamentaux de qualité des populations dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau potable, de la protection sociale et de l'assainissement.

## Le FMI appelle à la suppression intégrale de la subvention des prix du carburant

### FINANCES PUBLIQUES

Le Fonds monétaire international (FMI) et le Cameroun sont rendus à la 7ème revue du programme économique et financier qu'ils ont engagé en juillet 2021. A deux pas de la fin dudit programme, l'institution de Bretton Woods salue certes les efforts du gouvernement pour avoir relevé à deux reprises les prix à la pompe, mais elle n'a pas oublié les objectifs fixés dès le départ.

Marius Zogo

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) conduite par Cemile Sancak séjourne au Cameroun du 3 au 16 octobre 2024 dans le cadre de la 7e revue du Programme économique et financier appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (Medc). Au sortir de l'audience avec le ministre délégué auprès du ministre des Finances, Yaouba Abdoulaye, l'émissaire du FMI a donné un



Kristalina Georgieva, la Directrice générale du FMI

aperçu des problématiques qui vont meubler cette autre phase du programme engagé avec le gouvernement camerounais depuis juillet 2021.

Dans la foulée, la question de la subvention des prix des carburants a encore été évoquée. A ce sujet, Cemile Sancak salue certes les efforts du gouvernement pour avoir relevé à deux reprises les prix à la pompe, mais tous les objectifs fixés dès le départ n'ont pas encore été

atteints. « Il y a plusieurs réussites du programme. Il y a aussi des réformes qui restent pour arriver aux objectifs globaux du programme. Concernant les prix à la pompe, les autorités ont diminué la majorité de la subvention. Donc, il y a eu deux augmentations des prix à la pompe et maintenant la subvention qui reste est bien réduite. En effet, dans le programme, on a défini l'élimination des subventions », a-t-elle précisé.

Notons qu'entre février 2023 et février 2024, le gouvernement camerounais a entériné deux hausses des prix de certains produits pétroliers. La première est intervenue en février 2023 et la seconde un an après. Le prix du litre du super est passé de 630 Fcfa au 31 janvier 2023 à 840 Fcfa au 2 février 2024 (après 730 Fcfa) soit une hausse de 210 Fcfa (+33,3%) en l'espace d'un an tandis que le litre du gasoil coûte 828 Fcfa à la pompe depuis le 3 février 2024 contre 575 Fcfa jusqu'au 31 janvier 2023 puis 720 Fcfa à compter le lendemain. Les prix du gaz (6 500 Fcfa) et du pétrole lampant (350 Fcfa) sont restés inchangés.

### Vers une nouvelle hausse des prix à la pompe ?

L'hypothèse d'une éventuelle nouvelle augmentation des prix à la pompe au Cameroun n'est pas à balayer du revers de la main au regard de l'insistance du FMI sur la question de la suppression des subventions. L'institution de Bretton Woods

a d'ailleurs prorogé de 1 an (jusqu'en juillet 2025) le programme économique et financier initialement prévu pour s'achever en juillet 2024. Mais cette prorogation qui s'accompagne d'un financement supplémentaire de 145,4 millions de dollars (près de 89 milliards de Fcfa) est conditionnée par la mise en œuvre des réformes visant à soutenir le secteur privé, élargir l'assiette des recettes et améliorer la soutenabilité des finances publiques.

### 80 milliards de Fcfa de subvention en 2025

De l'autre côté, le gouvernement camerounais longtemps resté réticent à l'idée de la suppression totale des subventions des produits pétroliers, n'aura certainement pas d'autre choix d'y arriver vu la courbe croissante. Selon les chiffres officiels, le pays a dépensé 1 000 milliards de Fcfa 2022 contre 640 milliards de Fcfa en 2023 (pour une projection de 453,3 milliards de Fcfa) soit une baisse de 360 milliards de Fcfa en glissement annuel, pour

soutenir les prix du carburant et du gaz domestique. En 2024, le Document de programmation économique et budgétaire table sur une subvention de 263,3 milliards de Fcfa. Celle-ci, d'après la même source, devrait encore diminuer pour s'établir à 80 milliards de Fcfa en 2025. Toute chose qui ferait baisser l'enveloppe des transferts et subventions prévue à 1 156,4 milliards en 2024 à 1 034,7 milliards en 2025.

Sous ce rapport, l'Etat n'aura certainement pas d'autre alternative que de renoncer à la subvention et de procéder à une nouvelle augmentation des prix à la pompe pour ne pas être asphyxié. Pour la Banque mondiale, « les subventions sont mal ciblées en ce qui concerne les couches vulnérables, et ont un effet d'éviction sur les dépenses prioritaires. A titre d'illustration, les subventions aux prix des produits pétroliers représentent six fois le budget alloué à l'agriculture, quatre fois celui de la santé et plus de trois fois celui de l'énergie et de l'eau ».

## 899,3 milliards de Fcfa

Autoroute Yaoundé-Douala

C'est le coût prévisionnel des travaux de construction de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala. Le chantier sera exécuté par l'entreprise chinoise China First Highway Engineering Company (Cfhec) pour une durée de trois ans.

## 121 873 km

Linéaire de route

Selon le ministère des Travaux publics, le Cameroun compte d'un linéaire global de 121 873 km de routes en 2024 contre 55 000 km en 1986. Ainsi dit, ce chiffre a augmenté de 66 873 km (+121,5%) en l'espace de 38 ans.

## 3,4 milliards de Fcfa

Edéa-Kribi

C'est le montant que le gouvernement camerounais vient de débloquer pour les travaux d'entretien de la route Edéa-Kribi (110 km) dans la Nationale N°7. La réhabilitation sera financée par la BAD à hauteur de 219 milliards de Fcfa.

# Face aux contraintes de temps, le gouvernement camerounais opte pour un marché public à prix unitaires

### PHASE 2 DE L'AUTOROUTE YAOUNDÉ-DOUALA

Après 8 ans consommés pour réaliser la première phase longue de 60 km, les pouvoirs publics prennent des précautions en espérant honorer cette fois-ci les délais de 36 mois estimés sur un linéaire de 141,1 km. Pour sa part, l'entreprise adjudicataire, le chinois China First Highway Engineering Company (Cfhec) dont les prévisions contrastent déjà avec celles du gouvernement, plaide pour le respect de deux éléments majeurs en vue de la construction sans anicroche de cette infrastructure attendue depuis le premier trimestre.

Marius Zogo

Après une exécution à pas de tortue de la première phase de l'autoroute Yaoundé-Douala de 2014 à 2022, le gouvernement camerounais compte visiblement rectifier le tir sur la phase 2 de cette même infrastructure routière



Présentation de la maquette

dont les travaux ont été lancés le 2 octobre 2024. La raison ? Le ministre des Travaux publics (Mintp) Emmanuel Nganou Djoumessi opte pour une rémunération de l'entreprise dans le cadre d'un contrat classique à prix unitaires. « L'entreprise sera rémunérée dans le cadre d'un marché public à prix unitaire. C'est-à-dire que les paiements seront faits sur la base des prestations effectivement réalisées et approuvées par une commission de recettes

techniques et prise en attente », a-t-il expliqué. Ce mode contractuel vient ainsi prendre le dessus sur le Engineering Procurement and Construction (EPC) qui intègre la conception, l'ingénierie, l'approvisionnement en matériaux et la construction. L'option gouvernementale n'est pas fortuite au regard des contraintes de temps auxquelles sont soumis à la fois le maître d'ouvrage et l'entreprise adjudicataire qu'est le chinois China First Highway

Engineering Company (Cfhec). Celle-ci a réalisé la phase 1 d'un linéaire de 60 km, livrée après un dépassement des délais de plus de trois ans. Débuté le 13 octobre 2014 pour une durée de 48 mois (jusqu'en 2018), le projet n'a été achevé que quatre ans plus tard après quasiment trois prolongations.

### Les inquiétudes de China First Highway Engineering Company

Curieusement, pour un linéaire de 141,1 km, le gouvernement table sur une durée de 36 mois. Ces prévisions, il faut le signaler, contrastent déjà avec celles de l'entreprise Cfhec qui prévoit plutôt 48 mois soit 1 an de plus que le Mintp. « Si c'est juste pour les travaux, on a estimé que c'est 48 mois », a déclaré Sieur Wen, le directeur du projet Cfhec. Quoi qu'il en soit, c'est une équation à plusieurs inconnues que les deux parties devront résoudre quand on sait que la phase 1 qui représente la moitié de la seconde, a pris 8 ans pour être réalisée. Pour autant, souligne le directeur du projet,

## 3 ans

C'est la durée prévisionnelle des travaux de construction de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala.

les délais projetés peuvent être respectés à condition que deux principaux éléments soient pris en considération. Une manière implicite de dévoiler les goulets d'étranglement ayant fait piétiner le premier lot qu'elle a exécuté. « On a identifié qu'il y a deux grands éléments à tenir en compte pour respecter les délais. Le premier c'est la libération des entreprises ensuite,

le paiement pendant l'exécution des travaux. Si on peut bien régler ces deux points-là, je pense que la durée va beaucoup diminuer », a-t-il laissé entendre à la presse.

Du reste, malgré la pose de la première pierre, il faudrait encore lever un certain nombre de préalables dont l'indemnisation des populations, d'où certainement, une prévision de 8 mois de conception et 28 mois pour la construction proprement dite. Notons que le coût prévisionnel des travaux de la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala est de 899,3 milliards de Fcfa. Sur la question du mode de financement ayant fait couler beaucoup d'encre et de salive, l'on apprend qu'« il ne s'agit pas d'un Partenariat public-privé (PPP) mais d'un projet financé par l'Etat via des emprunts », précise une source proche du dossier. Réalisée, cette autoroute permettra non seulement de relier les villes de Yaoundé et Douala mais également de fluidifier les échanges au sein de la sous-Afrique centrale par le biais des corridors Douala-Brazzaville, etc.

# Des incertitudes planent sur le lancement effectif de certains projets annoncés par le chef de l'Etat pour 2024

### INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

A deux mois de la fin de l'année, le démarrage de la majorité des infrastructures routières attendues en 2024 selon les assurances du président de la République, reste incertain. Bien que bénéficiant généralement de la plus grosse enveloppe budgétaire, le ministère des Travaux publics fonde sa défensive sur l'insuffisance des ressources financières par rapport à un réseau routier qui a doublé en l'espace de 40 ans.

Marius Zogo

Dans son adresse à la Nation camerounaise le 31 décembre 2023, le chef de l'Etat Paul Biya s'est voulu rassurant en annonçant le démarrage des travaux d'un certain nombre de projets au cours de l'exercice 2024, après plusieurs années d'attente. Toutefois, à deux mois de la fin d'année, l'actualité desdits projets laisse planer



Entretien de la route Edéa-Kribi

un climat d'incertitude sur leur lancement effectif. Dans la foulée, cela ne fait plus l'ombre d'aucun doute. Le lancement du bitumage de la route Ebolowa-Akom 2-Kribi (179,2 km) dans la région du Sud est désormais prévu pour le premier semestre 2025. Ces nouvelles prévisions ont été faites la semaine dernière lors la revue des projets routiers en cours. Le glissement de date vient d'emblée contrarier les assurances du président de la République à fin décembre 2023. « S'agissant de la route

Ebolowa-Kribi, les négociations avec les bailleurs de fonds, qui ont longtemps achoppé sur les questions environnementales, sont finalement en train d'aboutir. Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour que la construction de cette route, tant attendue par les populations concernées, démarre effectivement en 2024 », déclara-t-il.

### Route Edéa-Kribi ...

Bien plus, les « instructions » données pour la réhabilitation

de la route Ngaoundéré-Garoua (240 km) qui relie la région de l'Adamaoua à celle de l'Adamaoua, ne sont visiblement pas sur le point d'être appliquées d'ici décembre au regard de l'hésitation du maître d'ouvrage. « Cette route doit absolument être reconstruite dès la fin de l'année 2024 ou le début de l'année 2025 », balbutie le ministre des Travaux publics. La réhabilitation de la route Edéa-Kribi annoncée depuis 4 ans, n'est pas en reste. La raison ? Si Emmanuel Nganou Djoumessi fait savoir que le gouvernement y travaille, il manque toujours de visibilité sur l'échéance de reconstruction de cette infrastructure. L'incertitude s'accroît avec dans la mesure où, en juin dernier, le gouvernement annonçait le déblocage de près de 2 milliards de Fcfa en vue de l'actualisation des études de faisabilité. Trois mois plus tard, 3,4 milliards ont été rendus disponibles pour l'entretien de ce linéaire long de 110 km de la Nationale N°7 qui sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) à hauteur de 219 milliards

de Fcfa. Il en est de même pour la réhabilitation de la route Douala-Bafoussam dans un état de dégradation avancée du fait du poids de l'âge qui manque encore de projections pour les mois à venir puisque la passation des marchés ainsi que la disponibilité des fonds reste attendues.

### Section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen

Dans cet engrenage, les infrastructures autoroutières ne sortent pas du lot. Malgré la pose de la première pierre le 18 décembre 2023, les travaux de construction de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (12,3 km) n'ont pas démarré. La ministre de l'Habitat et du développement urbain (Minhdu) Célestine Ketcha Courtès tablait pourtant sur le mois d'avril après 5 années d'impasse pour manque de financements. A l'observation, les procédures administratives liées à l'indemnisation et au recasement des populations affectées par le projet n'ont visiblement pas encore atteint

de meilleures conclusions. Au demeurant, la phase 2 de l'autoroute Yaoundé-Douala (141,1 km) est le seul projet (contenu dans le discours du chef de l'Etat) qui verrait le jour en 2024. C'est en tous cas, ce qu'il est permis d'espérer au regard du nouveau calendrier du Mintp annonce désormais les travaux de cette autoroute au cours de mois d'octobre 2024 après un premier rendez-vous manqué au premier trimestre. Pour rappel, le ministère des Travaux publics bénéficie généralement de la plus grosse enveloppe budgétaire. Pour l'exercice en cours, il est deuxième avec 535,3 milliards de Fcfa derrière le ministère des Enseignements secondaires (556,7 milliards). Pour Emmanuel Nganou Djoumessi, c'est « une allocation financière certes très importante mais insuffisante pour poursuivre le bitumage ou encore entretenir un réseau routier qui est passé de 55 000 km de routes en 1986 à 121 873 km à date » soit une augmentation de 66 873 km (+121,5%) en l'espace de 38 ans.

## CCA Bank va inaugurer son nouveau siège social à Douala

### CAMEROUN

CCA Bank a le plaisir d'annoncer l'inauguration de son nouveau siège social à Douala le 19 octobre 2024. Cette installation ultramoderne représente un investissement important dans notre engagement à fournir des services bancaires exceptionnels à nos clients à travers le Cameroun.

Le nouveau siège social servira de centre névralgique pour coordonner les activités des 54 agences de CCA Bank à travers tout le pays. Équipé des dernières technologies et infrastructures, ce bâtiment est conçu pour améliorer l'expérience bancaire de nos



clients et assurer une communication fluide ainsi qu'un fonctionnement harmonieux entre toutes les agences. Doté d'équipements modernes et d'un aménagement

centré sur le client, le siège a pour objectif de rationaliser les opérations et d'améliorer la qualité des services. Les clients bénéficieront d'espaces de service

dédiés, garantissant que leurs besoins bancaires soient satisfaits rapidement et efficacement. Le nouvel espace intègre également des mesures de sécurité avancées

pour protéger les informations et les actifs des clients, renforçant ainsi notre engagement envers la sécurité et la confiance. En plus de ces services améliorés, le nouveau siège social accueillera divers programmes d'éducation financière ainsi que des initiatives de sensibilisation communautaire. CCA Bank est déterminé à autonomiser ses clients en leur fournissant les connaissances et les ressources nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées.

Cette inauguration n'est pas seulement la célébration d'un nouveau bâtiment ; elle

symbolise également la croissance de CCA Bank et son dévouement à servir la communauté. Nous invitons le public à se joindre à nous pour cette occasion mémorable, alors que nous entamons un nouveau chapitre dans notre mission d'offrir des services bancaires d'excellence.

Restez à l'écoute pour plus d'informations et de détails concernant la cérémonie d'inauguration. CCA (Crédit Communautaire d'Afrique) Bank est impatient de continuer à servir les habitants de Douala et d'ailleurs avec excellence et intégrité.

## CCA Bank célèbre ses clients à l'occasion de la Semaine internationale de l'expérience client

Du 1er octobre au 4 octobre, le top management de la banque camerounaise a parcouru les 54 agences qui constituent le réseau de l'établissement de crédit, à la rencontre de sa clientèle fidèle.

Comme chaque 1ère semaine d'octobre, les organisations, entreprises et divers établissements du monde entier célèbrent la Journée de l'expérience client. Chez CCA Bank, l'expérience client ne se limite pas uniquement au travail de la performante équipe dirigée par Madame Marguerite Fonkwen Atanga, mais repose aussi sur l'engagement de toute l'entreprise à offrir une excellente expérience à l'ensemble de sa clientèle. À l'occasion de cette célébration, l'équipe dirigeante de l'établissement de crédit a entrepris de visiter l'ensemble des 54 agences du réseau CCA Bank (dont 64 GAB) afin de rencontrer en personne ses clients et leur remettre des



cadeaux. L'objectif de cette tournée, qui a débuté mardi dernier à l'agence de Bonanjo à Douala et qui s'achèvera le 4 octobre, est de permettre aux cadres de la structure de se rapprocher davantage de leur clientèle, tout en échangeant avec elle et le personnel, afin de s'assurer de la solidité des relations banque-client. « Dans un environnement aussi concurrentiel, nous savons que la qualité des services à nos clients n'est plus seulement un avantage, mais une nécessité vitale. Nous avons mis en place tous les ou-

tils, les instruments et la politique nécessaires pour assurer la satisfaction de nos clients », a déclaré la Directrice Générale (DG). Dans le cadre des célébrations, certains clients ont généreusement partagé leurs expériences positives avec CCA Bank. « Que ce soit dans le Littoral, le Centre ou à l'Ouest, le service est vraiment impeccable. Avec la transition de la microfinance vers la banque, on constate une nette amélioration, tant sur le plan visuel qu'esthétique de CCA Bank. C'est magnifique ! », a témoigné une cliente de

Douala. Des échos similaires ont été entendus à Yaoundé, Bafoussam et Maroua, où les responsables régionaux étaient pleinement mobilisés pour immortaliser

cette semaine. « C'est un plaisir. Surtout, continuez à être à l'écoute des clients, car ce sont eux qui font la banque », a souligné un client reconnaissant. Cette année, le thème de la Semaine Internationale est : « Une bonne expérience client offre de meilleurs résultats aux clients, aux employés et aux organisations », et Marguerite Fonkwen Atanga ne peut qu'approuver. « Je tiens à remercier tous nos clients pour le chemin parcouru ensemble, les progrès réalisés, et les sommets que nous atteindrons », a-t-elle exprimé. La mise en place de pratiques

innovantes en matière de relation client est en effet l'une des raisons majeures pour lesquelles CCA Bank enregistre une progression continue, seulement six ans après l'obtention de son agrément bancaire. Selon le rapport annuel de ses activités, 43 679 nouveaux comptes ont été ouverts en 2023, avec un encours de dépôts atteignant 552,1 milliards de Fcfa et un encours de crédits s'élevant à 286 milliards de Fcfa. Ces résultats ont permis à CCA Bank de clôturer l'année avec un bénéfice net de 15 milliards de Fcfa, en hausse de 67 % par rapport à 2022.



**276 900 Tonnes**

Filière cacao

Selon la Beac, le Cameroun afficherait une production cacaoyère de 276 900 tonnes en 2024. Cette production serait en hausse de 10 175 tonnes par rapport aux 266 725 tonnes de 2023, selon l'Oncc.

**82,67 milliards de Fcfa**

Filière sucrière

Selon l'Institut national de la statistique, en 2023 le Cameroun a importé 224 003 tonnes de sucre d'une valeur de 82,67 milliards de Fcfa.

**8 896 tonnes**

Exportation de bananes

Au 3e trimestre 2024, le Cameroun a exporté 55 378 tonnes de banane dessert contre 46 482 tonnes au 2e trimestre soit une hausse de 8 896 tonnes (+19,1%)

## Vers une hausse de 3% de la production de cacao, soutenue par le Cameroun (Beac)

### CEMAC

La production cacaoyère du Cameroun qui représente 99% de l'ensemble de la sous-région, devrait progresser de plus de 10 000 tonnes au cours de la campagne 2024-2025 dans un contexte marqué par une embellie des prix sur le marché local.

Marius Zogo

Les prévisions de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Beac) sont bonnes en ce qui concerne la production du cacao au sein des six pays membres de la Cemac (Cameroun, Congo, RCA, Gabon, Tchad et Guinée équatoriale) au cours



De la gauche vers la droite le cacao transformé et brut

de la campagne cacaoyère 2024-2025. La Banque centrale prévoit en effet, une production cacaoyère de 279 700 tonnes. Comparé à une production de 271 300 estimées en 2023, ce chiffre serait en hausse de 8 400 tonnes (+3,1%). A l'obser-

vation, la production de cacao en zone Cemac serait principalement portée par le Cameroun à hauteur de 276 900 tonnes (99%). Le Gabon produirait 2 300 tonnes (0,82%) puis la Guinée équatoriale 500 tonnes (0,18%).

### Hausse de près de 4% annoncée au Cameroun

D'après les chiffres compilés par la Banque commune aux six Etats de la Cemac, le pays de Paul Biya enregistrerait une production de 276 900 tonnes au cours de la campagne 2023-2024 (de source de l'Office national du cacao et du café du Cameroun) soit une progression de 10 175 tonnes (+3,8%). L'embellie projetée au Cameroun devrait impacter positivement sur les exportations et conforter sa place de 4e exportateur des fèves de cacao l'an dernier avec 7,6% des parts du marché selon le Rapport sur l'état de la compétitivité de l'économie camerounaise en 2023. Atteindre, voire dépasser

ces projections reste dès lors indispensable dans la mesure où, le Cameroun est talonné par le Nigéria qui représente 6,3% du marché des exportations de cacao à l'échelle mondiale au cours de l'année précédente. Malgré ces prévisions optimistes de la Beac, il convient de souligner que, par rapport à la Côte d'Ivoire et le Ghana qui occupent respectivement 38,4% et 11,2% des parts du marché en moyenne sur la période 2019-2023, la production cacaoyère du Cameroun reste largement inférieure à la demande fixée à 600 000 tonnes à l'horizon 2020 suivant les objectifs du plan de relance des filières cacao-café adopté en 2014 par le gouvernement et les acteurs des filières en question. C'est dire que

le pays accuse encore un déficit de plus de 300 000 tonnes à date. Cependant, la hausse continue du prix du kilogramme de cacao, officiellement vendu à plus de 5 000 Fcfa (un record jamais atteint) devrait en principe booster la culture du cacao en encourageant les cacaoculteurs à multiplier leurs activités au regard de la rémunération dont ils bénéficient. En plus de la faible production, le Cameroun fait encore face aux difficultés de transformation, ce qui nécessite la construction des usines de transformation. L'on se souvient par exemple qu'au cours de la campagne cacaoyère 2021-2022, sur 295 000 tonnes de fèves produites, seules 86 850 tonnes avaient été transformées soit environ 29,5%.

## La pénurie de sucre fait grimper les prix et remet en doute l'objectif « zéro importation de sucre » du gouvernement

### CONSOMMATION

Alors que les fêtes de fin d'année se profilent à l'horizon, le sucre devient de plus en plus rare dans les marchés camerounais. Des perturbations dans la chaîne d'approvisionnement forcent les commerçants à rationner leurs stocks, tandis que les prix flambent dans plusieurs régions. Au cœur des marchés et jusque dans les couloirs du ministère du Commerce, l'urgence de la situation inquiète et remet en question l'objectif des pouvoirs publics de ne pas importer de sucre cette année.

V.B

Le sucre devient une denrée rare sur les marchés camerounais, et les scènes dans les allées animées du marché Elig Edzoa, à Yaoundé, en témoignent. Sous les étals où les sacs de sucre en poudre devraient s'empiler, les commerçants se heurtent à une réalité troublante. « Je suis dans l'attente d'une livraison depuis plus de cinq jours », se lamente Arnold Waffo, fournisseur de sucre, entouré de sacs vides. Il déplore l'incertitude constante quant aux quantités livrées et a dû rationner ses clients. « Si je livre trop à l'un, je n'aurai rien pour les autres », poursuit-il en ajustant sa casquette. Non loin de là, Ibrahim Moussa, un boutiquier au quartier Cité Verte, jongle entre patience et frustration. « Mon fournisseur ne m'a livré que 65 cartons sur les 100 commandés. Aujourd'hui, je n'ai plus grand-chose en stocks,



Des carreaux de sucre

et il me demande d'attendre », raconte-t-il, assis sur un banc. À Garoua, dans le nord du pays, Safi Abbo a dû trouver des alternatives pour sa famille. « Le sucre coûte maintenant 1 000 Fcfa le kilo chez mon boutiquier. Je n'en achète plus. Je fais la bouillie de riz avec le jus de canne que ma mère extrait », explique-t-elle en remuant une marmite de riz bouillant. Pour Suzanne Ndong, mère de trois enfants à Yelwa, le miel est devenu le substitut pour les repas du matin et le goûter : « On n'a pas d'autre choix, le sucre est introuvable ». Cette pénurie ne touche pas seulement les ménages, mais fait aussi réagir au sein du gouvernement. Le ministère du Commerce est en alerte. Luc Magloire Mbarga Atangana, le patron de ce département ministériel a rencontré les acteurs de la filière il n'y a pas longtemps. Si d'aucuns ont joué la carte de l'assurance, pour d'autres, l'éventualité de devoir recourir à de nouvelles importations est désormais une option, alors que les fêtes de fin d'année

se profilent à l'horizon. De quoi remettre en question l'objectif « zéro importation de sucre en 2024 », tant espérer par le ministre du Commerce. En effet, l'année dernière, le Cameroun avait importé 224 003 tonnes de sucre pour 82,67 milliards de Fcfa, selon les chiffres de l'Institut National de la Statistique (INS). Le gouvernement espérait éviter cette dépense pour 2024, en s'appuyant sur une production locale qui devait avoisiner les 366 500 tonnes, soit largement au-dessus des besoins nationaux estimés à 225 000 tonnes. Or, dans les marchés, l'ambiance est tout autre. À Yaoundé, certains revendeurs augmentent les prix pour compenser la rareté. Une stratégie dénoncée par plusieurs consommateurs. « C'est de la spéculation, rien d'autre », lance énervé, un client dans une échoppe bondée du marché Mokolo. Les regards s'assombrissent, tandis que d'autres repartent les mains vides. Pour eux, l'attente d'un retour à la normale est aussi longue que les files dans les marchés.

## Les exportations renouent avec la croissance au mois de septembre 2024

### FILIÈRE BANANES

Selon les données compilées par l'Association bananière du Cameroun, le volume exporté est de 24 216 tonnes contre 16 105 tonnes le mois précédent, soit une hausse de 8 111 tonnes (50,3%). Une tendance haussière maintenue par une augmentation du volume exporté par les 4 opérateurs du secteur.



Des bananes destinées à l'exploitation

CMB

24 216 tonnes. C'est le volume de banane exporté par le Cameroun au mois de septembre. Celui-ci est en hausse de 8 111 tonnes (50,3%) par rapport au mois d'août où le volume exporté a cumulé à 16 105 tonnes. Une performance attribuable aux quatre acteurs du secteur dont les volumes exportés ont connu une tendance haussière durant le mois écoulé. Ainsi durant le mois de septembre les exportations de Plantations du Haut Penja (PHP) se sont établies à 18 193 tonnes après les 11 424 tonnes exportées au mois d'août, soit une hausse de 6 769 tonnes (+59,2%). Vient ensuite l'opérateur étatique Cameroon development corporation (CDC) qui a exporté 3 124 tonnes contre 2 268 tonnes au mois d'août, soit une hausse de 856 tonnes (37,7%). Après avoir exporté 1 102 tonnes de banane dessert au mois d'août, la Compagnie de développement de la banane de Mondonie -2e filiale de la fruitière de Marseille, derrière PHP- enregistre un accroissement de 471 tonnes (+42,7%)

sur ses exportations le mois suivant. Celles-ci ont cumulé à 1 573 tonnes. S'agissant de Boh plantation (B PL), la hausse observée de 15 tonnes a permis aux exportations de se chiffrer à 1 326 tonnes. En glissement annuel on observe aussi une tendance portée vers la hausse. On est quitté de 20 269 tonnes en septembre 2023 à 24 216 tonnes un an après, soit une augmentation de 3 947 tonnes (19,4%). Ce contexte a été favorisé par un accroissement des activités des filiales de la Compagnie fruitière de Marseille. Dans le détail les exportations de banane dessert de PHP sont passées de 15 887 tonnes en septembre 2023 à 18 193 tonnes à l'année d'après, soit une hausse de 2 306 tonnes (14,5%) et celles (les exportations, Ndlr) de Cdbm ont grimpé de 1 038 tonnes (194%) pour atteindre 1 573 tonnes en septembre 2024. La 3e plus forte hausse observée sur cette période est celle de CDC après les 2 668 exportés en septembre 2024, elles ont grimpé de 456 tonnes pour atteindre le seuil de 3 124

tonnes un an plus tard. **CDC perd de la vitesse au 3e trimestre**

Sur l'ensemble du 3e trimestre 2024, ce sont 55 378 tonnes de banane dessert qui ont pris la direction de l'étranger. Par rapport au 2e trimestre de l'année en cours on observe une augmentation du volume de banane exporté de l'ordre de 8 896 tonnes (+19,1%). Sur la période d'observation, les exportations ont été soutenues par PHP avec 40 846 tonnes exportées contre 33 297 tonnes au 2e trimestre, soit une hausse de 7 549 tonnes (+22,6%).

Ensuite se classe B PL dont le volume d'exportation a grimpé de 1 514 tonnes (70,7%) avec 3 653 tonnes exportées contre 2 139 tonnes le trimestre précédent. Cdbm pour sa part a connu une hausse de 315 tonnes pour atteindre les 3 656 tonnes exportées entre juillet et septembre. Seul la CDC a connu une baisse de ses exportations sur la période sous revue. Elles sont passées de 7 705 tonnes durant le 2e trimestre à 7 223 tonnes le trimestre suivant. Soit une baisse de 482 tonnes.



## VISION

**Créer un monde auquel nous serons fiers d'appartenir**

## MISSION

**Procurer du bien-être et promouvoir le développement du Cameroun**

## VALEURS

**Performance / Responsabilité  
Éthique / Passion  
Innovation**